



Centre Communal d'Action Sociale

**COMPTE RENDU REUNION ORDINAIRE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
DU 12 DECEMBRE 2022**

Séance du 12 décembre 2022, sous la présidence de Madame TUSCHL Else. Convocation du 05 décembre 2022.

PRESENTS : Mesdames TUSCHL – RUSSELLO – ANANICZ – BOUR – FRANGIAMORE.

Messieurs ALBERT – ESTRADA – JAGER – SAVALLI.

ABSENTS EXCUSES : Madame HARRATH.

Monsieur KLEINHENTZ.

ABSENTS : Mesdames BALTA – PORT – CHEBLI.

Messieurs ZIMMERMANN – REY.

PROCURATION : Mme KERMAOUI qui a donné procuration à M. ESTRADA.

PERSONNEL INVITE : Madame BURTAIRE.

ORDRE DU JOUR

01 - MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023

02 - DEMANDE D'AIDE EXCEPTIONNELLE POUR FRAIS D'OBSEQUES

03 - AUTORISATION GLOBALE DE REGLEMENT DES FACTURES IMPUTEES SUR L'ARTICLE 6232 (FETES ET CEREMONIES) DANS LA LIMITE DES CREDITS VOTES AU BUDGET

04 - DETERMINATION DU MONTANT DU BON DE NOËL 2022

05 - CADEAUX DE FIN D'ANNEE EN FAVEUR DES SENIORS

06 - COMPTE-RENDU OCTROI DE BONS ALIMENTAIRES

07 - COMPTE-RENDU DES DONS REÇUS

01 - MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023

Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n °2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création plus étendue des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget du C.C.A.S., à compter du 1er janvier 2023.

Fixation du mode de gestion des amortissements et immobilisations en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. En effet, conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCTJ, pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité. Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :

*Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ;
Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;
Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.*

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

Dans ce cadre, les communes procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d'art, terrains, frais d'études suivies de réalisation et frais d'insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...).

En revanche, les communes et leurs établissements publics ont la possibilité d'amortir, sur option, les réseaux et installations de voirie.

Par ailleurs, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

Dans le cadre de la mise en place de la M57, il est proposé de conserver les durées d'amortissement qui étaient appliquées en M14.

Enfin, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, le C.C.A.S. de Farébersviller calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1er janvier N + 1. L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine du C.C.A.S. Toutefois, par mesure de simplification, en l'absence d'information précise sur la date de mise en service de l'immobilisation, il est proposé de retenir la date d'émission du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, sauf cas particulier, car le mandat suit effectivement le service fait. Ainsi, la date de début d'amortissement d'un bien acquis par deux mandats successifs sera celle du dernier mandat. Il en sera de même pour les subventions d'équipement versées.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2023, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur...).

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour d'une part, les subventions d'équipement versées, d'autre part, les biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût

unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € TTC et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur). Il est proposé que ces biens de faibles valeurs soient amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Apurement du compte 1069

Le compte 1069 « Reprise 1997 sur l'excédent capitalisé - Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits » est un compte non budgétaire créé aux plans de comptes M14 (Communes et établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif), M52 (Départements) et M61 (Services départementaux d'incendie et de secours) à l'occasion de réformes budgétaires et comptables afin de neutraliser l'impact budgétaire de la première application des règles de rattachement des charges et produits à l'exercice.

Ce compte n'existant pas au plan de compte M57, il doit, par conséquent, être apuré lorsqu'il présente un solde en comptabilité, sur le ou les exercices précédant le passage en M57 au vu d'une délibération de l'organe délibérant. Budgétairement, cette opération se traduit par l'émission d'un mandat d'ordre mixte au débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » par le crédit du compte 1069. Cette méthode nécessite de disposer des crédits budgétaires sur l'exercice précédant l'adoption de la M57.

Après échange avec le Comptable public, le compte 1069 présente un solde nul, aucun apurement n'est donc nécessaire.

Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet enfin de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil d'administration à déléguer au Président du C.C.A.S. , la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT).

Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

A titre d'information, le budget primitif 2022 s'élève à 265 711 € en section de fonctionnement et à 12 223 € en section d'investissement. La règle de fongibilité des crédits aurait porté en 2022 sur 19 928 € en fonctionnement et sur 917 € en investissement.

Le Conseil d'Administration après en avoir délibéré, décide :

- D'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget du C.C.A.S. de Farébersviller à compter du 1er janvier 2023.
- De conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2023.
- D'approuver l'annexe ci-après précisant les durées d'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisation.

- De calculer l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis.
- D'aménager la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000,00 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.
- De prendre note que le compte 1069 présente un solde nul, il n'est donc pas nécessaire de procéder à son apurement.
- D'autoriser Monsieur le Président à procéder, à compter du 1er janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.
- D'autoriser Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

De décider du mode de gestion suivant des amortissements des immobilisations

- De conserver les durées d'amortissement qui étaient appliquées en M14
- D'appliquer la méthode l'amortissement linéaire prorata temporis à compter de la date de mise en service pour tous les biens acquis à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des biens de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € TTC, qui restent amortis sans prorata temporis.

CATÉGORIES	DURÉE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Logiciels	2 ans
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
Matériel informatique	2 ans
Matériel de bureau électrique ou électronique	5 ans
Matériels classiques	6 ans
Mobilier	10 ans

Equipements des cuisines	10 ans
Bâtiments légers, abris	10 ans
Equipements sportifs	10 ans
Plantations	02 ans

02 - DEMANDE D'AIDES EXCEPTIONNELLES POUR FRAIS D'OBSEQUES

- *Suite au décès d'un indigent résidant de la localité survenu le 23 novembre 2022, il est demandé au C.C.A.S. de régler à titre exceptionnelle les frais d'obsèques à hauteur de 1 000 €.*
- *Suite au décès d'un indigent résidant de la localité survenu le 05 décembre 2022, il est demandé au C.C.A.S. de régler à titre exceptionnelle les frais d'obsèques à hauteur de 500 €.*

L'assemblée après exposé et délibération, à l'unanimité, donne son accord et autorise le mandatement des sommes précitées.

03 - AUTORISATION GLOBALE DE REGLEMENT DES FACTURES IMPUTEES SUR L'ARTICLE 6232 (FETES ET CEREMONIES) DANS LA LIMITE DES CREDITS VOTES AU BUDGET

Afin de permettre le paiement rapide des factures relatives à l'article 6232 (fêtes et cérémonies), le conseil d'administration, après délibération, à l'unanimité autorise la prise en charge sur le budget du centre et à l'article 6232 :

- 1) des frais ou participations occasionnés par l'organisation de festivités ou manifestations en partenariat avec des organismes caritatifs, des partenaires sociaux, ou d'autres associations ;*
- 2) des frais d'animations d'après-midi récréatives des résidents de la M.A.P.A.D Saint-Jean-Baptiste organisées à l'initiative du C.C.A.S. ;*
- 3) des frais découlant des invitations à l'occasion de différentes rencontres organisées par le C.C.A.S. (ex. : repas trimestriel...);*
- 4) des frais d'organisation des fêtes de Noël au bénéfice des seniors de la localité (frais de repas, d'animation, d'invitation, colis etc. ;*
- 5) des frais d'hébergement et de restauration des intervenants extérieurs agissant pour le compte du C.C.A.S. et contribuant au bon déroulement des festivités ;*

étant entendu que cette prise en charge est limitée aux crédits votés chaque année au budget de l'exercice en cours. Cette autorisation restant valable pour la durée du mandat actuel.

04 - DETERMINATION DU MONTANT DU BON DE NOËL 2022

Après exposé et délibération, le conseil d'administration décide de fixer comme suit le montant du bon de Noël octroyé aux bénéficiaires répondant aux critères des distributions alimentaires pour 2022 :

- 20 € pour une personne seule ;
- 25 € pour un couple ;
- 5 € supplémentaire par enfant à charge.

L'assemblée donne son accord.

05 - CADEAUX DE FIN D'ANNEE EN FAVEUR DES SENIORS

Bilan du choix des cartes cadeaux en faveur des seniors de la localité de plus de 67 ans :

CARTES CADEAUX	COUPLES (40 €) 331 bénéficiaires	SEULS (20 €) 352 bénéficiaires
BON CADEAU « B'EST »	273	265
BON CADEAU » BOUTIQUE AMINA »	6	4
BON CADEAU « EROGLU ILYAS »	10	10
BON CADEAU « MEDJAOUI CEREMONY »	3	1
BON CADEAU « CREATION COIFFURE »	5	37
BON CADEAU SUBTIL COIFF »	1	1
BON CADEAU RESTAURANT « LA TABLE ALSACIENNE »	31	32
BON CADEAU « ALTERNATIVE BEAUTE »	2	2

- Les 92 résidents de la maison de retraite recevront un coffret de produits de toilette.

06 - COMPTE-RENDU OCTROI DE BONS ALIMENTAIRES

Madame TUSCHL rend compte à l'assemblée des bons alimentaires octroyés depuis la dernière réunion. Du 11 octobre 2022 au 12 décembre 2022, 38 bons ont été distribués pour un montant total de 2 150 €.

L'assemblée prend acte.

07 - COMPTE-RENDU DES DONS REÇUS

Madame TUSCHL informe l'assemblée que depuis la dernière réunion le C.C.A.S. n'a reçu aucun don.

L'assemblée prend acte.

Mme TUSCHL remercie tous les membres du conseil d'administration de leur présence et de leur attention.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h35.